DÉPARTEMENT D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS

Bureau de la porte-parole

Pour diffusion immédiate **Le 18 octobre 2012**
2012/1665

DISCOURS
de
Madame la Secrétaire d'État Hillary Rodham Clinton
Sur la diplomatie de l'énergie au XXI^e^ siècle

Le 18 Octobre 2012
Université de Georgetown
Washington, D.C.

MADAME LA SECRÉTAIRE CLINTON : Je vous remercie. Je suis ravie d'être de retour à Georgetown, l'un des plus sites les plus magnifiques qui soient, non seulement à Washington, mais au monde, et de l'occasion qui m'est donnée de discuter avec vous d'une question qui va indubitablement façonner votre avenir, puis de vous faire part de quelques réflexions sur le sens à donner à ces enjeux.

Comme vous l'a dit la doyenne, Mme Lancaster, je suis une « Hoya » par le mariage. (Rires du public.) J'en suis très fière et je suis profondément reconnaissante envers l'École du service extérieur pour la contribution extraordinaire qu'elle apporte au Département d'État. Monsieur le Doyen, nous sommes constamment enrichis par le travail et les études savantes réalisés dans cette grande université.

Et si je suis venue ici, c'est non seulement parce que les enjeux de nos politiques nationales et internationales en matière d'énergie interpellent les jeunes au premier chef, mais aussi parce qu'il nous appartient de travailler tous ensemble pour trouver des réponses à certains des défis liés à ces enjeux. L'énergie est une problématique transversale dont la présence se manifeste dans tous les aspects de la politique étrangère des États-Unis. L'énergie est un enjeu de sécurité nationale et de stabilité mondiale. Elle est au cœur de l'économie mondiale. Elle constitue aussi un enjeu de démocratie et de droits de l'homme. C'est un sujet qui figure au tout premier rang de mes préoccupations depuis des années, et d'autant plus au cours des quatre dernières depuis que je suis devenue Secrétaire d'État, et il en sera assurément de même pour mon successeur à ce poste.

C'est pourquoi je souhaite vous parler aujourd'hui des vastes changements qui sont en train de survenir dans le secteur de l'énergie à l'échelle mondiale et de ce que ces changements représenteront pour nous. Pour faire avancer la question de la sécurité énergétique ainsi que d'autres dossiers, l'Amérique s'est fixé des objectifs critiques, et c'est précisément des mesures que nous sommes en train de prendre pour les réaliser dont je me propose de vous dessiner brièvement les contours.

Mais commençons tout d'abord par les fondamentaux. Il y a trois raisons essentielles pour lesquelles l'énergie est importante pour la politique étrangère des États-Unis. Premièrement, l'énergie demeure au cœur de la géopolitique parce que, fondamentalement, l'énergie est un enjeu de richesse et de pouvoir, ce qui signifie qu'elle peut être aussi bien source de conflit que de coopération. Les États-Unis ont un intérêt à résoudre les différends liés à l'énergie, à maintenir des fournitures et des marchés énergétiques stables pendant toute crise mondiale éventuelle, à veiller ce que des pays s'abstiennent de profiter de leurs ressources énergétiques ou de leur proximité à des routes de navigation pour forcer

d'autres nations à se plier à leur volonté ou leur pardonner leur comportement répréhensible et, par-dessus tout, à garantir que le peuple américain ait accès une énergie sûre, fiable, abordable et durable.

Deuxièmement, l'énergie sera un élément essentiel des modalités d'alimentation de notre économie et de gestion de notre environnement au XXI^{e} siècle. Il relève donc de nos intérêts de promouvoir des technologies et des sources d'énergie nouvelles – y compris et surtout les énergies renouvelables – afin de réduire la pollution, diversifier l'approvisionnement énergétique mondial, créer des emplois et s'attaquer à la véritable menace que constitue le changement climatique.

Et troisièmement, l'énergie est un élément clé du développement économique et de la stabilité politique. Et il est dans notre intérêt d'aider les 1,3 milliard d'habitants de la planète qui n'ont pas accès à l'énergie. Nous pensons que plus ils seront en mesure d'avoir accès à l'électricité, plus ils auront de chances de créer des entreprises, d'éduquer leurs enfants, d'augmenter leurs revenus et de participer à l'économie mondiale – des évolutions toutes positives, pour eux comme pour nous. Et vu que la corruption est souvent un facteur aussi bien de pauvreté énergétique que d'instabilité politique, il est de notre intérêt de soutenir des dirigeants qui réinvestissent la richesse énergétique de leur pays dans l'économie plutôt que de se l'accaparer pour eux-mêmes.

C'est donc de ces questions que je souhaite m'entretenir avec vous aujourd'hui. Mais avant de le faire, je me permettrai de noter brièvement que vous serez nombreux, particulièrement ceux d'entre vous qui vous intéressez à l'histoire, à constater que ces défis ne sont pas nouveaux. Cela fait des siècles que les ressources sont à l'origine de conflits entre des pays. Mais notre époque est en train de vivre de profonds changements qui suscitent des questions complexes quant à la direction que nous allons suivre.

Par exemple, en ce moment même et dans le cadre d'un basculement dramatique, les pays en voie de développement consomment une part plus importante de l'énergie mondiale que les pays développés. La Chine et de l'Inde voient leurs besoins énergétiques croître aussi vite que leur économie. On constate aussi une demande croissante dans toute l'Asie centrale et en Amérique latine. L'offre mondiale de gaz naturel a fortement augmenté, donnant lieu à de nouvelles opportunités pour les producteurs de gaz et à une réduction de la dépendance mondiale vis-à-vis du pétrole. En outre, la technologie s'est développée à un point tel que nous pouvons désormais procéder au forage du pétrole et du gaz dans des régions comme l'Arctique et la mer de Chine méridionale, ce qui a pour effet de créer de nouvelles possibilités, mais aussi de susciter des interrogations concernant notre environnement et de catalyser les tensions.

À ce stade, il faut se poser la question. À qui profiteront ces changements ? Où irons-nous chercher l'énergie requise pour répondre aux besoins croissants du monde ? Comment pourrons-nous veiller à ce que les institutions qui ont permis de maintenir un approvisionnement adéquat des marchés mondiaux de l'énergie au cours du 20ème siècle, telle que l'Agence internationale de l'énergie, à la fondation de laquelle les États-Unis ont contribué après la crise pétrolière des années 1970, demeurent pertinentes et efficaces au XXI^{e} siècle ?

Et puis, bien sûr, il y a des changements qui ont lieu chez nous, dans notre propre pays, et qui ont une incidence sur les perspectives énergétiques internationales. Beaucoup d'Américains ne se rendent toujours pas compte des progrès réalisés par les États-Unis. Notre utilisation de l'énergie éolienne et solaire a doublé au cours des quatre dernières années. Notre production de pétrole et de gaz naturel est en plein essor. Les nouvelles normes automobiles permettront de doubler la distance d'autonomie offerte par un gallon d'essence. Et, pour la première fois, nous avons introduit des normes d'efficacité

énergétique pour les poids lourds, les fourgonnettes et les bus, lesquelles feront toutes baisser les coûts. Cela se traduit par une réduction de notre dépendance vis-à-vis de l'énergie importée, ce qui renforce notre position politique et économique mondiale de même que le marché mondial de l'énergie.

Nous savons tous que la question de l'énergie provoque un grand débat dans notre pays mais, observant la situation depuis ma position de Secrétaire d'État et mettant de côté le débat national, je pense que ce qu'il faut surtout garder à l'esprit, c'est le fait que notre pays n'est pas et ne peut pas être une île lorsqu'il s'agit des marchés énergétiques. Les marchés du pétrole sont mondiaux et les marchés du gaz naturel évoluent dans le même sens ; beaucoup de réseaux électriques chevauchent les frontières nationales. Même lorsque les Américains consomment du pétrole produit entièrement à l'intérieur des États-Unis, le prix de ce pétrole est largement déterminé par le marché mondial. Cela signifie que protéger notre propre sécurité énergétique nous impose de réaliser des progrès ici comme à l'étranger. Et cela nécessite un leadership américain.

Il y a un an cette semaine, à la suite d'un grand examen stratégique des efforts diplomatiques et de développement de notre nation, le Département d'État a ouvert un nouveau bureau. Il porte le nom de Bureau des ressources énergétiques et il est dirigé, comme l'a indiqué Mme Lancaster, la doyenne, par mon envoyé spécial et coordonnateur pour les questions énergétiques internationales, l'Ambassadeur Carlos Pascual, qui est avec nous aujourd'hui. Le bureau a pour mandat de diriger les efforts diplomatiques du Département d'État dans le domaine de l'énergie. Et, au cours des semaines à venir, je vais donner des orientations politiques auprès de toutes les ambassades des États-Unis au monde, leur instruisant de consacrer davantage de place aux questions énergétiques dans leurs rapports et de renforcer leurs activités de démarchage auprès des partenaires privés du secteur de l'énergie.

Mais qu'on ne s'y trompe pas : dans le passé, bien évidemment, le Département d'État a pratiqué une diplomatie liée à l'énergie – et parfois de façon intensive quand une crise spécifique éclatait. Cependant, nous n'avions pas une équipe d'experts mandatés à plein temps pour mener une réflexion créative sur notre capacité à relever les défis et à tirer parti des opportunités. Et maintenant, c'est le cas. Cela, en soi, constitue le signal d'un engagement plus vaste de la part des États-Unis, qui traduit notre volonté d'être le chef de file de ceux qui façonneront l'avenir énergétique mondial.

Je signale en outre, Madame la doyenne, que six des membres de l'équipe « énergie » du Département d'État sont des diplômés de l'Université de Georgetown et qu'ils sont eux aussi à mes côtés aujourd'hui. (Applaudissements du public.) C'était un peu de publicité éhontée pour le Service extérieur et le Département d'État. (Rires du public.)

À présent, nous œuvrons en partenariat avec le département de l'Énergie, lequel contribue à définir nos politiques intérieures en matière d'énergie et coopère étroitement avec des ministères de l'énergie du monde entier. Le Laboratoire national du département de l'Énergie est à l'avant-garde de la recherche innovante et la très grande compétence technique qu'il détient lui permet d'intervenir à l'échelle mondiale. Le travail qu'il accomplit ici au pays et à l'international est critique, car plus nos politiques énergétiques intérieures seront robustes, et plus nous ferons avancer la science et apporterons un soutien technique à nos partenaires, mieux nous serons positionnés en tant que gouvernement, ce dont bénéficiera sans aucun doute le Département d'État dans l'accomplissement du rôle qui est le sien d'aider à définir une voie durable vers la stabilité, la prospérité et la paix.

Permettez-moi à présent d'aborder succinctement les trois piliers de notre stratégie énergétique globale. Premièrement, s'agissant de la géopolitique de l'énergie, notre axe de concentration est la diplomatie

de l'énergie. Certains aspects de notre diplomatie de l'énergie sont liés aux questions qui font la une des journaux. Peut-être avez-vous lu des articles concernant ces vives querelles au sujet de revendications territoriales en mer de Chine méridionale. Eh bien, à quoi peut-on attribuer ces évènements selon vous ? Il y a, potentiellement, des réserves significatives de pétrole et de gaz à proximité immédiate de pays qui ont des besoins énergétiques en forte croissance. Vous comprenez donc pourquoi la situation peut être parfois assez tendue. Nous appuyons les efforts menés par les parties elles-mêmes pour se doter d'un code de conduite clair leur permettant de gérer ces ressources potentielles de manière déconflictualisée.

Certains éléments de notre diplomatie de l'énergie sont dirigés vers des zones reculées telle que l'Arctique, qui constitue une frontière de gisements encore inexplorés de pétrole et de gaz, de même qu'une catastrophe écologique potentielle. La fonte des calottes glaciaires est en train de créer de nouvelles opportunités de forage de même que des nouvelles routes maritimes, et il nous incombe impérativement d'agir maintenant pour établir un nouveau « code de la route » afin de prévenir les conflits concernant ces ressources et de protéger le fragile écosystème arctique. Nous œuvrons en faveur d'un renforcement du Conseil de l'Arctique, lequel comprend toutes les huit nations de l'Arctique, les États-Unis y compris, pour qu'il puisse promouvoir une coopération efficace. L'été dernier, je me suis rendue à Tromso, en Norvège, au nord du cercle polaire, qui allait accueillir le nouveau siège du Secrétariat du Conseil de l'Arctique, pour débattre de ces questions, lesquelles il y a quatre ans ne semblaient pas terriblement pertinentes, alors qu'aujourd'hui elles sont perçues comme étant d'une importance croissante.

Un autre axe de notre diplomatie de l'énergie porte sur la promotion de la compétition et la prévention des monopoles. Regardez ce qui se passe en Europe. Pendant des décennies, beaucoup de pays européens ont reçu une bonne partie de leur gaz naturel par le biais de gazoducs provenant d'un seul pays : La Russie. Peu d'autres sources étaient disponibles. Mais la donne a maintenant changé, en partie dû au fait que la production accrue ici aux États-Unis signifie qu'il y a beaucoup plus de gaz naturel sur le marché cherchant preneur. De surcroît, il y a du gaz naturel dans la région de la mer Caspienne et en Asie centrale. Les pays de ces régions souhaiteraient pouvoir le vendre, et les Européens souhaiteraient pouvoir l'acheter. Mais avant cela, ils doivent construire des gazoducs. Et c'est précisément le but visé par le corridor méridional dont le tracé prévu couvrirait tout le continent européen. Les États-Unis ont été un partenaire actif auprès de tous les participants pour contribuer à l'aboutissement de ce projet.

Alors, pourquoi l'avons-nous fait ? Eh bien, c'est parce que notre souhait est de voir des pays en croissance avec des économies plus fortes, mais aussi parce que les monopoles engendrent des risques. Partout au monde, lorsqu'un pays dépend excessivement d'un autre pour son énergie, cet état de fait peut fragiliser son indépendance politique et économique. Un pays peut devenir vulnérable face aux menaces et à la coercition. C'est la raison pour laquelle l'OTAN a identifié la sécurité énergétique comme étant l'un des enjeux clés de notre époque. C'est aussi la raison pour laquelle nous avons créé le Conseil de l'énergie États-Unis-Union européenne afin d'approfondir notre coopération sur les questions énergétiques stratégiques. Il ne s'agit pas que d'enjeux de compétition économique, aussi importants soient-ils. Il s'agit aussi d'enjeux de sécurité nationale et internationale.

La sécurité est aussi au cœur de ce qui constitue peut-être le plus grand dossier de diplomatie de l'énergie que nous ayons eu à gérer dans le gouvernement Obama. Vous le savez, j'en suis sûre, que les États-Unis, de concert avec l'Union européenne et d'autres pays aux vues convergentes, ainsi que les Nations Unies, ont imposé des sanctions contre l'Iran dans le cadre de notre approche diplomatique à deux volets dont le but est d'amener l'Iran, par la persuasion ou la contrainte, à mettre fin à sa tentative d'obtention de l'arme nucléaire. Vous savez peut-être aussi qu'une des principales cibles de ces

sanctions est l'industrie pétrolière iranienne. Mais ce que vous ne savez peut-être pas, car cela ne fait pas la une des journaux, c'est le niveau de méticulosité diplomatique dont il fallu faire preuve pour, tout d'abord, rédiger ces sanctions, les faire adopter ensuite et, finalement, les rendre effectives.

En premier lieu, il nous a fallu convaincre les consommateurs de pétrole iranien de cesser leurs achats ou de les réduire considérablement. En cette période de demande énergétique élevée, il est tout à fait compréhensible que de nombreux pays craignaient qu'une réduction de leurs achats ne les place dans une situation très difficile.

C'est pourquoi, en parallèle, nous nous sommes adressés aux principaux producteurs de pétrole pour les encourager à augmenter leur production afin de permettre à des pays de trouver des sources de pétrole de substitution. Cette démarche a été renforcée par le fait qu'ici même, aux États-Unis, nous avons augmenté notre production de pétrole de près de 700.000 barils par jour. Et nous avons œuvré auprès de divers pays pour leur démontrer qu'une diversification de leur approvisionnement énergétique leur serait bénéfique sur le plan de leur sécurité nationale.

Cette approche a porté ses fruits. L'Union européenne a imposé un embargo en juillet, et nous avons certifié que tous les importateurs de pétrole iranien sans exception avaient soit significativement réduit, soit totalement cessé, leurs achats de pétrole iranien. Nous avons réussi à exercer une pression économique sans précédent contre l'Iran, tout en atténuant le fardeau pour le reste du monde.

Et puis, cette stratégie à également influencé notre engagement dans d'autres régions – au Soudan et au Soudan du Sud notamment, où les livraisons de pétrole s'étaient arrêtées et où leur reprise était une question importante pour eux comme pour nous. L'économie des deux pays est dépendante du pétrole. Or, la plupart du pétrole se trouve sur le territoire du nouveau pays du Soudan du Sud. Mais, pour qu'il puisse exporter ce pétrole, le Soudan du Sud a besoin d'oléoducs et de ports, lesquels sont contrôlés par le Soudan. Le conflit qui opposait les deux pays portait sur la somme que le Soudan du Sud devrait payer au Soudan pour l'usage de cette infrastructure. Leurs positions étaient extrêmement éloignées, un compromis semblait impossible. Les États-Unis ont donc intensifié leur engagement auprès de l'Union Africaine et des Nations Unies pour éviter une reprise de la guerre entre les deux pays, pour les aider à stimuler leur économie et à relancer leur production de pétrole en ce moment critique pour l'approvisionnement mondial en pétrole.

En août, je me suis allée à Juba, la capitale du Soudan du Sud, afin d'exhorter les deux parties à reconnaître qu'un pourcentage de quelque chose vaut mieux qu'un pourcentage de rien du tout. Puis, un mois plus tard, elles ont signé un accord de coopération, et il a été ratifié par leurs deux parlements cette semaine. La situation demeure certes fragile, et il reste encore beaucoup de difficultés qu'il leur appartient d'aplanir entre eux. Mais un pas en avant a été fait, et je tiens à saluer les deux pays pour le leadership et le courage dont ils ont fait preuve.

Nous avons aussi travaillé intensément pour soutenir le secteur énergétique irakien. En 2010, l'Irak produisait environ 2,3 millions de barils de pétrole par jour. Aujourd'hui, ce chiffre est passé à 3,2 millions. Et maintenant, l'Irak est le deuxième producteur au sein de l'OPEP, ayant dépassé l'Iran. Pour l'Irak, il s'agit d'une très grande réussite, à laquelle les Départements d'État et de l'Énergie ont contribué. De concert avec les Irakiens, nous avons identifié les goulots d'étranglement de leur infrastructure énergétique, afin d'améliorer leurs plans d'investissement et acheminer plus de pétrole sur le marché. Et il ne fait l'objet d'aucun doute que l'augmentation de la production irakienne a contribué à la

stabilisation des marchés du pétrole à ce moment crucial et qu'elle jette les bases d'une économie plus forte au service du peuple irakien.

Je souhaite mentionner encore un autre défi diplomatique qui retient toute notre attention : la gestion des ressources qui débordent des frontières nationales. Les frontières ne sont pas toujours clairement délimitées, en mer tout particulièrement. Si l'on découvre du pétrole ou du gaz dans une zone partagée par deux pays ou dont la ligne de démarcation les séparant est imprécise, comment ces pays vont-ils l'exploiter ? En début d'année, à la suite de longues négociations menées par le Département d'État, les États-Unis et le Mexique ont conclu un accord sans précédent sur les ressources pétrolières et gazières dans le Golfe du Mexique, et il sera bientôt présenté au Congrès aux fins de délibération. Cet accord énonce clairement les modalités de gestion par les États-Unis et le Mexique des ressources qui transcendent nos frontières maritimes.

Outre ces exemples relevant de la diplomatie de l'énergie, nous nous concentrons aussi sur notre second domaine d'engagement : la transformation énergétique – c'est-à-dire participer à la promotion de nouvelles solutions énergétiques, y compris dans les domaines des renouvelables et de l'efficacité énergétique, afin de répondre à la demande croissante, de diversifier l'approvisionnement énergétique mondial et de faire face au changement climatique. La transformation vers une énergie plus propre est fondamentale pour la réduction des émissions mondiales de carbone et elle sera au cœur d'une économie globale forte au XXI^{e} siècle.

Mais nous savons fort bien que la transformation énergétique ne peut pas être accomplie exclusivement par les États. Au cours des 25 prochaines années, des investissements à hauteur de 15 mille milliards de dollars devront être réalisés à l'échelle mondiale pour générer et transmettre de l'électricité. Les gouvernements pourront couvrir une partie de cette somme et ils le feront, mais la majorité des fonds proviendra du secteur privé. Il s'agit là d'un immense défi, mais aussi d'une gigantesque opportunité. Et je veux être sûre que les entreprises américaines et que les travailleurs américains seront dans la course pour décrocher ces types de projets. Car, après tout, les entreprises américaines sont les leaders dans tous les secteurs de l'énergie – leaders des renouvelables, de la haute technologie, des infrastructures énergétiques à réseaux intelligents, de la bioénergie et de l'efficacité énergétique. Et, au cours des prochaines décennies, les entreprises américaines auront la possibilité d'augmenter leur volume d'affaires à l'échelle mondiale et, ce faisant, elles contribueront à la création d'emplois aux États-Unis.

Il y a diverses choses que les gouvernements peuvent faire pour promouvoir la transformation énergétique, en faisant notamment un travail d'éducation auprès des citoyens concernant les bienfaits de l'efficacité énergétique et des technologies propres. Mais je pense que la chose la plus importante que nous puissions peut-être faire, c'est de promulguer des politiques propices à la création d'un environnement favorable qui soit susceptible d'attirer des investissements et de donner lieu à de grands projets d'infrastructure.

Dans de nombreuses régions d'Amérique centrale et d'Afrique, mais aussi en Inde et au Pakistan, l'USAID participe à des programmes de formation pour aider les compagnies d'électricité à se placer dans une situation commerciale plus saine. Par ailleurs, la MCC, la Millenium Challenge Corporation, est en train de négocier de nouveaux accords avec plusieurs pays qui leur permettront d'engager des réformes globales et systémiques de leur secteur énergétique. Et, dès qu'un climat d'affaires propice est établi, des agences telles que l'Export-Import Bank ou l'Overseas Private Investment Corporation peuvent concourir à sceller des accords permettant l'acheminement des exportations américaines.

À titre d'exemple, permettez-moi de vous dire ce que nous faisons avec nos voisins d'Amérique latine. Au début de cette année, lors du Sommet des Amériques, la Colombie a lancé une nouvelle initiative qu'elle codirige avec les États-Unis sous le nom de « Connecter les Amériques 2022 ». Celle-ci vise à réaliser un accès universel à l'électricité d'ici 2022 par la création d'une interconnexion électrique dans l'hémisphère en liant tous ses réseaux électriques, du Canada jusqu'à la pointe australe du Chili, avec une extension jusqu'aux Caraïbes. La Banque interaméricaine de développement, la Banque Mondiale et les pays de l'Organisation des États américains ont souscrit à ce projet. Celui-ci découle d'un effort plus vaste portant le nom de Partenariat des Amériques pour l'énergie et le climat, que j'ai lancé en 2010 et qui a été le déclencheur de toute une série de partenariats novateurs dans tout l'hémisphère.

Grâce à l'interconnexion, nous serons en mesure de tirer un parti maximum des ressources de notre région. Cela paraît simple, mais si un pays a un excédent d'électricité, il peut le vendre à un voisin. Les variabilités climatiques de notre région signifient que si un pays connaît une forte saison des pluies, il pourra exporter du courant hydroélectrique à un voisin frappé par la sécheresse. Par ailleurs, en élargissant les marchés électriques, nous pourrons réaliser des économies d'échelle, attirer davantage d'investissements privés, réduire les coûts d'équipement et, à terme, réduire les coûts pour le consommateur.

Mais il y a aussi un autre but qui est visé. Il y a trente-et-un millions de personnes dans toutes les Amériques qui n'ont pas accès à de l'électricité fiable et d'un prix abordable. Il n'y a pas de doute que cette situation freine leur développement dans de nombreux domaines. C'est pourquoi l'un des objectifs de Connecter 2022 est de faire en sorte que ces 31 millions de personnes aient du courant. Grâce à ce seul projet, nous promouvrons l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, nous lutterons contre la pauvreté, nous créerons des opportunités pour les entreprises du secteur de l'énergie, y compris des entreprises américaines, et nous formerons des relations de partenariat plus fortes avec nos voisins. À notre avis, c'est gagner sur tous les tableaux.

Mais je pense qu'il existe un autre aspect de la transformation énergétique qu'il mérite de mentionner. Pour parvenir au niveau d'implication du secteur privé dont nous aurons besoin, il incombera d'établir des règles du jeu équitables pour que toutes les entreprises puissent être compétitives. Car, comme vous le savez fort bien, dans certaines régions du monde, les règles du jeu sont loin d'être équitables. Certains pays prescrivent quelle part de contenu national doit être utilisée dans la production d'énergie, ou alors ils subventionnent leurs entreprises nationales pour leur donner un avantage. Et cela peut constituer un obstacle très difficile à franchir pour les entreprises américaines.

Ainsi donc, jour après jour, dans de nombreuses régions du monde, nos diplomates sont sur le terrain, ils se mobilisent en faveur des entreprises et des travailleurs américains, ils s'attaquent aux barrières économiques et aux pratiques commerciales déloyales. En septembre, nous avons réalisé une grande avancée quand les pays membres de la communauté de Coopération économique d'Asie-Pacifique sont convenus de réduire les tarifs sur 54 produits environnementaux clés, ouvrant la voie à une augmentation des échanges dans le secteur des technologies d'énergies propres.

Toutefois, en suivant une piste parallèle à celle de la transformation énergétique, il nous appartient de nous attaquer au problème de la pauvreté énergétique. Il s'agit là du troisième domaine d'engagement que je souhaite aborder. Car pour ces quelque 1,3 milliard d'individus dans le monde qui n'ont pas accès à une fourniture d'énergie fiable et durable, la vie au quotidien est un défi et un combat permanents. Cela va aussi à l'encontre de la transformation énergétique, car ces gens brûlent du bois de chauffage, du charbon, du fumier, du charbon, en fait tout ce qu'ils peuvent trouver à portée de main. Ils utilisent

des groupes électrogènes au diésel, et il n'y a pas d'électricité plus coûteuse que celle-là. Et, de surcroît, il s'agit de formes d'énergie sales – mauvaises pour la santé humaine, mauvaises pour l'environnement. Mais il ne doit pas nécessairement en être ainsi. Nous disposons de la technologie et du savoir-faire capables d'aider les gens à sauter les étapes vers une énergie non seulement fiable et abordable, mais aussi propre et efficiente. Ainsi donc, la transformation énergétique et l'élimination de la pauvreté énergétique vont de pair.

Les Nations Unies ont lancé une initiative nommée Énergie durable pour tous qui vise à accomplir trois objectifs : réaliser un accès universel à l'énergie moderne d'ici 2030 et doubler aussi bien le taux global d'amélioration de l'efficacité énergétique que la part des énergies renouvelables dans la palette énergétique mondiale. Cette année, des entreprises et des organismes traditionnels ont cumulativement promis des financements dépassant les 50 milliards de dollars pour les énergies renouvelables si – et ce « si » est d'une importance capitale – les gouvernements créent un environnement commercial approprié. Aussi, plus de 60 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine ont démarré des plans d'action pour attirer des investisseurs énergétiques dans leurs marchés. Ces investissements serviront à faire baisser les prix élevés que payent les pauvres actuellement, ils amélioreront l'accès aux énergies durables et ils ouvriront de nouveaux marchés pour les entreprises américaines.

Les États-Unis ont aussi une initiative qui s'attaque à un autre aspect pernicieux de la pauvreté énergétique : les foyers de cuisson. Près de 3 milliards d'individus – soit la moitié de l'humanité – n'ont pas accès aux technologies moderne de cuisine. Ils ne peuvent qu'allumer des feux, souvent à l'intérieur de leur logis, sources de pollutions toxique de l'air, et responsables de la mort de près de 2 millions de personnes chaque année, des femmes et des enfants principalement. Réfléchissez donc un instant, il y a des millions de personnes qui meurent à cause d'un objet aussi simple et banal, aussi vital pour leur survie qu'un foyer de cuisson. Voilà un problème pour lequel nous avons lancé un appel à l'aide au monde pour que nous puissions le régler. Il y a trois ans, j'ai lancé une alliance mondiale pour les fours écologiques, la Global Alliance for Clean Cookstoves, laquelle collabore avec des fondations, des entreprises privées et d'autres gouvernements afin de faire parvenir des foyers de cuisson propres et abordables à 100 millions de ménages d'ici la fin de cette décennie.

Et, finalement, nous nous concentrons sur un facteur clé de la pauvreté énergétique comme de l'instabilité politique – la mauvaise gouvernance. Les enseignements de l'histoire sont à cet égard source de frustrations. Les pays richement dotés en ressources énergétiques ont souvent moins de démocratie, plus d'instabilité économique et des guerres civiles plus fréquentes. Ils sont beaucoup plus susceptibles d'être dirigés par des dictateurs, et l'appât du pétrole peut les inciter à déclencher des conflits avec d'autres pays. Mais ce ne sont pas les ressources qui constituent le problème. C'est la cupidité. Ces ressources peuvent être utilisées pour apporter des transformations positives à l'avenir du pays, mais seulement si elles sont utilisées judicieusement et à bon escient. Nous devons donc œuvrer pour conjurer cette « malédiction des ressources », surtout maintenant que la demande énergétique est telle que de plus en plus de pays en développement sont assurés de devenir des exportateurs de pétrole.

Parmi les pays qui ont récemment découvert des réserves de pétrole il y a le Libéria, la Sierra Leone et le Mozambique. Il y a peu, ces pays étaient tous en proie à des conflits sanglants. Ils sont toujours dans une situation politique fragile, c'est pourquoi ils ont besoin de soutien pour veiller à ce que leurs ressources énergétiques ne finissent pas par occasionner plus de souffrances et de problèmes que de développements positifs. Aussi les États-Unis collaborent-ils avec huit pays nouvellement devenus producteurs de pétrole et de gaz pour les aider à mettre en place les éléments constitutifs de la bonne

gouvernance, y compris des institutions politiques, des finances transparentes, ainsi que des lois et des réglementations efficaces. En Ouganda, par exemple, nous aidons le gouvernement à se doter de lois et de réglementations robustes en matière de protection de l'environnement, étant donné que l'exploitation pétrolière et gazière a lieu dans des zones écologiquement fragiles.

Nous renforçons également notre appui auprès de l'Initiative pour la transparence des industries extractives, qui est un programme international visant à promouvoir la transparence et la responsabilisation au sein des industries pétrolière, gazière et minière. Et il y a un an, le Président Obama a annoncé que les États-Unis adhéreraient à cette organisation pour signaler notre engagement sur cette question, et nous ne sommes que le deuxième pays développé à le faire. Et puis, par l'application de l'amendement Cardin-Lugar, les États-Unis sont maintenant le premier pays au monde à exiger que les entreprises des industries extractives divulguent tout paiement qu'elles versent auprès de tout gouvernement du monde, ce qui constitue un pas important dans la lutte contre la corruption.

Ainsi donc, par la voie de tous ces efforts, qu'il s'agisse de notre travail en faveur de la résolution des conflits liés à l'énergie ou du renforcement de notre coopération avec nos voisins pour étendre les capacités électriques, le message que nous exprimons est le suivant : Les États-Unis sont convaincus que l'énergie, dans toute sa complexité, est destinée à demeurer un des enjeux définitionnels du XXI^{e} siècle. Et nous sommes en train de reconfigurer notre politique étrangère pour en tenir compte.

Nous vivons une époque de profonds changements. Des pays qui naguère n'étaient pas de gros consommateurs le sont devenus. Des pays qui naguère étaient dépendants d'autres pour leur énergie sont maintenant des producteurs. Quelle incidence cela aura-t-il sur les évènements mondiaux ? Qui en profitera et qui n'en profitera pas ? Quel en sera l'impact sur le climat, les conditions économiques des populations, la vigueur des jeunes démocraties ? Ces choses nous demeurent toujours inconnues. Les réponses à ces questions sont en train d'être écrites en ce moment même et nous avons l'intention de jouer un rôle majeur dans leur rédaction. Nous n'avons pas d'autre choix. Nous devons être présents partout au monde. La sécurité et la prospérité futures de notre nation et du reste du monde sont en jeu. Et nous serons tous des parties prenantes des conséquences de ces évolutions, surtout vous qui êtes présents aujourd'hui.

Donc, quel que soit votre sujet d'études ici à Georgetown, j'espère que vous vous intéresserez à ces questions et envisagerez même de vous investir, car les défis que j'ai brièvement esquissés ne seront que plus urgents au cours des années à venir, et nous avons besoin du soutien de toutes les personnes douées possibles et imaginables pour nous permettre de les relever. À cette tâche nous devrons dédier les esprits les plus brillants de notre pays, nos fonctionnaires les plus talentueux, nos entrepreneurs les plus novateurs, ainsi que des millions de citoyens dévoués. Mais je crois que nous serons à la hauteur de ce défi. Je crois que, travaillant ensemble, nous pourrons nous assurer un avenir meilleur en matière d'approvisionnement et de pérennité énergétiques, un avenir qui, grâce à la réalisation de ces deux objectifs conférera plus de dignité et de possibilités à tous les citoyens du monde et protègera par la même occasion cette planète que nous partageons tous.

Je vous remercie. (Applaudissements du public.)

# # #